



Déclaration de l'Unsa-Éducation CTSD du 2 septembre 2022

**Monsieur le DASEN,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,**

L'année scolaire qui s'annonce va être tendue. La preuve principale en est le recrutement de la moitié des personnels de la liste complémentaire. Cette demande, récurrente depuis des années de la part des organisations syndicales, a été actée quasiment spontanément. Pour autant, 20 nouveaux collègues sur l'ensemble de l'académie, cela risque de ne pas être suffisant. Le département des Deux-Sèvres a décroché 4 postes. Si nous pouvons nous satisfaire de l'arrivée de ces 4 collègues qui vont voir leur situation personnelle s'améliorer, nous doutons que cela suffise. Mardi 30 Août, les quatre secrétaires départementaux du SE-Unsa de l'académie de Poitiers ont adressé un courrier à la rectrice lui demandant le recrutement de l'ensemble de la liste complémentaire au plus vite.

La crise du recrutement est tout autant une cause qu'une conséquence d'un système éducatif fragilisé année après année. Notre Service public d'éducation se rapproche d'un point de rupture. Nous avons vu que de moins en moins de personnels de l'Éducation nationale conseillaient leur métier à un jeune de leur entourage. Nous avons vu que nous étions de plus en plus souvent contactés par des collègues qui veulent quitter l'Éducation nationale. Enfin, nous avons vu, même si le ministère refusait de communiquer des chiffres, que peu de candidats étaient présents aux épreuves des concours 2022.

Alors, le recrutement en masse de contractuels n'est qu'une solution d'urgence. Si l'objectif d'un enseignant dans chaque classe est tenu pour le jour de la rentrée, et nous en doutons même en Deux-Sèvres, cela ne suffira pas à faire face la totalité de l'année scolaire. Nous savons qu'un réservoir d'enseignants est indispensable pour pallier aux absences des collègues. De toutes les façons, cela ne peut pas constituer le mode de recrutement pérenne pour un service public aux missions aussi complexes et essentielles.

Le ministère compte aussi sur des étudiants alternants et des stagiaires qui seront à mi-temps ou à temps plein, selon leurs cursus antérieurs. Le système est ainsi mis en difficulté entre multiplicité des profils des entrants métiers et rationalisation des coûts.

Si notre académie n'est actuellement que peu impactée pour le premier degré, il est inévitable que la situation se détériore à l'avenir. Ce qui se passe en Ile de France en termes de recrutement se répercute maintenant à l'ensemble du territoire et même dans les départements ruraux comme le nôtre. La preuve avec l'appel aux contractuels premier degré dès l'année dernière, monnaie courante en région parisienne depuis longtemps, inenvisageable chez nous il y a encore 5 ans, devenu inévitable aujourd'hui.

L'Éducation Nationale a besoin d'un réel choc d'attractivité. Au-delà des salaires de début de carrière, c'est l'ensemble des rémunérations qui doit être revu à la hausse et sans contrepartie. Il faut que l'exécutif accepte de regarder sincèrement la réalité des rémunérations. La conjugaison de la perte du pouvoir d'achat depuis plus de 10 ans et l'inflation actuelle place les enseignants en grande difficulté. Pour attirer à nouveau des personnels, il va donc falloir leur offrir de réelles perspectives de carrière et une gestion humaine de la ressource. Faute de quoi, la situation continuera de se dégrader et le service public d'éducation ne pourra tenir aucune de ses promesses ! Il est urgent d'agir pour notre école publique et laïque.

Ce jour de phase 3 de carte scolaire, nous savons que vous ne disposez pas de grande marge de manœuvre pour ce CTSD, que le E/C diminue depuis des années dans notre département. Pour autant, avec la limitation à 24, les dédoublements, l'attention aux communes rurales, nous avons des écoles qui se retrouvent avec des cycles chargés. Si vous n'avez pas les moyens concrets d'ouvrir, nous vous demandons d'avoir une attention toute particulière sur ces écoles aux publics parfois fragiles comme les REP ou les écoles rurales qui, en plus d'effectifs parfois chargés, impliquent de travailler avec de multiples niveaux.

Les personnels du service public d'éducation ont conscience de faire un métier essentiel à l'avenir de notre société. C'est d'ailleurs le poids de cette responsabilité qui fait notre motivation chaque jour comme nos inquiétudes quand nous craignons ne pas réussir notre mission. A l'UNSA Éducation, nous revendiquons les moyens et le soutien nécessaires à cette difficile mais épanouissante mission qui est la nôtre. Nous souhaitons à chacune et à chacun une bonne rentrée scolaire.

Je vous remercie de votre attention,
Pour l'Unsa Éducation 79,

Johann BARANGER
Edith BOUTONNIER
Sébastien COUROT

